Un utopiste au temps de Cromwell : Wistanley le piocheur

Quelques mots d'introduction

Au moment de présenter le premier fascicule de la série de suppléments que nous nous sommes engagés à faire paraître, il nous a paru que les événements qui se déroulent actuellement ne nous permettaient guère de nous conformer au programme que nous nous étions tracés et auquel nous reviendrons. Dans le même temps, il m'a été donné, pour certaines recherches, de consulter la collection de « l'ère nouvelle » des années 1903-1904. À cette époque – il y a donc cinquante-deux ans de cela – j'étais très préoccupé par trois questions : la réalisation de l'idéal libertaire sous la forme du communisme expérimental, la propagande anarchiste individualiste aux États-Unis (telle que l'entendait le périodique « Liberty »), enfin le « tolstoïsme ». Dans les nombreuses universités populaires qui existaient alors à Paris et en sa banlieue, j'exposais ce que je savais sur ces sujets, en particulier sur les réalisations pratiques de « milieux de vie en commun » (ou colonies), les unes plus ou moins communistes ou collectivistes, les autres d'esprit libertaire. Je dois dire que mes causeries rassemblaient un public sympathique et attentif.

En effet, les hommes qui se sentent insatisfaits de leur misérable condition sociale, ont toujours été attirés par la description des « utopies » [[On désigne sous le nom d'Utopie (du grec ou – non – et topos – lieu – c'est-à-dire qu'on ne rencontre en aucun lieu) un pays imaginaire où tout est parfaitement réglé pour le bonheur de chacun ; l'utopiste est le créateur d'une utopie ; ce peut être aussi le partisan des

créations de ce genre.]] ou sociétés meilleures ou séduits par le mirage (mais est-ce bien un mirage ?) des tentatives qui ont été entreprises pour les réaliser. Entreprises sur une grande échelle, englobant par exemple une partie de la planète, il ne semble pas que ces « réalisations » de société meilleure aient tenu leurs promesses, c'est-à-dire qu'elles aient rendu plus heureuses, moins assujetties à l'arbitraire du Pouvoir les masses dont elles s'étaient assignées pour tâche d'« organiser le bonheur ». C'est ainsi que dans de vastes régions où le socialisme se donnait comme établi sur les ruines de la bourgeoisie écrasée, on a vu niées toutes sortes de libertés dont la suppression, ou la restriction, au début de ce siècle, ne paraissaient concevables qu'en des pays soumis à des régimes autocratiques ou au contrôle des capitalistes ou des financiers.

Il a fallu déchanter. Nous avons été témoins, dans ces territoires prétendument socialistes, de l'annihilation de la liberté d'association, de réunion, d'expression indépendante de la pensée. Nous savons qu'on y a procédé à la liquidation physique des opposants (vrais ou supposés) au régime politique. Tribunaux d'exception, condamnations sans fondement, déportations massives, répressions sanglantes, maintien de populations entières sous un joug qu'elles abhorraient, tout cela, depuis cinquante ans, s'est accompli sous nos yeux. Il n'y a pas eu de libération ni de libérateurs de l'humanité, mais de nouveaux maîtres chargeant de liens de nouveaux esclaves.

Les individualistes à notre façon, les individualistes anarchistes l'avaient prévu depuis longtemps, depuis toujours. Sur tous les tons, ils avaient proclamé qu'il ne pouvait exister de « société meilleure » sans unités sociales meilleures, c'est-à-dire possédant une mentalité autre que celle qui règne parmi nos malheureux semblables. Ceux qui pensent qu'une intervention politique extérieure, par exemple, est indispensable à l'entretien des rapports normaux qu'ils

peuvent avoir avec autrui – ceux-là ne pourront jamais concevoir une société humaine sans gouvernants ou dirigeants, sans meneurs du jeu social, sans dictature d'un parti ou d'une élite, sans imposition de la majorité sur la minorité, sans écrasement de « l'unique » par l'ensemble. Ceux-là pourront être satisfaits au point de vue de l'alimentation, du logis, de la vêture, des autres commodités sociales, leur mentalité restera la même : celle de la soumission, de la résignation, même dans l'intimité profonde de leur être, aux maîtres de l'heure.

Il n'y a donc pas possibilité d'entente ou de compromis entre ceux qui ne conçoivent de société meilleure – de « société future » comme ils disent – que par la réduction à un même commun dénominateur (économique, politique ou autre) – et les individualistes an-archistes qui, lorsqu'il est question d'« humanité future » (à condition que ce sujet les intéresse, ce qui n'est pas toujours le cas) ne l'imaginent que se « déroulant sans gare terminus, sans point d'arrivée ».

Voici ce que dans « l'Initiation individualiste anarchiste » (composée vers 1920) nous écrivions à ce sujet. On ne peut pas être plus net :

« L'humanité future », telle que la conçoit l'individualiste, se « déroule » sans gare terminus, sans point d'arrivée. Elle est en éternel devenir, évoluant indéfiniment sous l'impulsion des conceptions et des réalisations multiples qui s'y feraient jour. Une humanité du type dynamique, si on peut ainsi s'exprimer, ignore l'arrêt en cours de route, ou s'il y a arrêt aux stations, que ce soit le temps strictement nécessaire pour y déposer ceux qui veulent tenter une expérience qui n'engage jamais qu'eux-mêmes.

L'humanité future, « l'humanité nouvelle » comme la comprennent les individualistes, constitue une gigantesque arène où, tant au point de vue de la pensée, de la coutume que de la technique, lutteront et se concurrenceront entre eux

tous les projets, les plans, les associations, les pratiques de vie imaginables. Et cela quels que soient le moment, le stade de l'évolution du globe. C'est à cause de ces caractéristiques bien tranchées que « l'humanité nouvelle » n'a aucun point de ressemblance, ne peut avoir aucun point de rencontre avec la « vieille humanité », la nôtre. Elle sera *polydynamique, polymorphique, multilatérale*…

Ce qui distinguera « l'humanité future » à la façon individualiste, c'est qu'elle ne consacrera pas le triomphe d'un parti – économique, politique, religieux – la victoire d'une classe sociale ou intellectuelle– d'une aristocratie, d'une élite. Elle ne pourra exister que par l'avénement d'une mentalité autre que l'actuelle, d'une conception de l'existence autre que celle qui domine actuellement, d'une façon autre de situer l'unité humaine dans le milieu humain.

Le « monde à venir » n'incarnera pas le triomphe d'un parti ou d'une classe ; il sera fonction de l'avènement d'*une mentalité*.

La grande, l'ineffaçable caractéristique de cette mentalité nouvelle, c'est la place qu'elle fera à « l'unité humaine », considérée comme base de toute activité, de toute réalisation sociale – à la personne humaine envisagée, dans toutes les situations, comme intangible, comme inviolable. C'est l'impossibilité absolue pour le social de prévaloir contre ou sur l'individuel. C'est, dans les rapports de toute nature qu'ils peuvent entretenir les uns avec les autres, la mise sur le même pied, au même niveau, des collectivités et des isolés, des totalités et des unités humaines. Autrement dit, l'assurance qu'aucun désavantage ou infériorité – en matière d'accords, de tractations ou autres – ne puisse résulter pour la personne humaine du fait de vivre, agir, produire ou consommer isolément.

Quand on demande comment, dans « l'humanité future » telle que la veulent les individualistes, l'on solutionnera

exactement tel point litigieux, il est clair que le questionné n'en sait rien. Mais, pour imparfaitement qu'elles soient esquissées, les considérations qui précèdent permettent de répondre à l'interrogateur qu'en aucun cas il ne sera résolu par la méthode d'autorité. Peut-être en réalité, telle difficulté, dans « le monde à venir » ne se résoudra pas de la façon dont les individualistes actuels le prévoient – il se peut que l'événement contredise leurs hypothèses présentes. Mais il est un point acquis, et sans conteste, c'est qu'on n'aura pas recours à la contrainte, à la force, à la violence pour trancher le différend.

[|* * * *|]

Pour en revenir à « l'ère nouvelle » et aux années 1903-1904, je remarque parmi ceux qui s'intéressèrent à la propagande que nous menions alors et vinrent faire des causeries dans un local qui, sis rue François-Miron à Paris, nous servait de salle de travail, chambre à coucher et le reste, **Jean Marestan** (les tentatives de communisme expérimental), **Félicie Numietzka** (un poète libertaire : le bon Lafontaine), **Ivan Trégoubeff** (La campagne anti-tolstoïenne et la réponse d'un tolstoïen russe) **Han Ryner** (Ibsen et Maison de Poupée). **Elie Murmain** et l'abbé **Violet** (L'évolution de l'anarchisme, controverse), **Charles Gide** (le parasitisme social). **A. Daude-Bancel**, les naturiens **Gravelle** et **Zisly**, d'autres encore. Et cela jusqu'au moment où nous dûmes interrompre ces causeries (au cours desquelles nous offrions le thé, s'il vous plaît), les voisins se plaignant de l'affluence d'invités plus ou moins recommandables, bien entendu.

[|* * * *|]

Parmi les nombreuses causeries que je diffusais tant à Paris qu'en province s'en trouvait une consacrée à Gerrard Winstanley qui déploya son activité au temps d'Olivier Cromwell. C'est une figure d'utopiste remarquable, peu connue

en France, qui mérite qu'on s'y arrête, d'autant plus que les questions soulevées par ce doctrinaire (qui n'est point un libertaire loin de là) sont en rapport avec celles qui de nos jours retiennent l'attention des spectateurs des drames qui se jouent sur le lamentable théâtre d'un monde dont la Terreur gouverne les actions. Quoi qu'il soit, voici le texte in-extenso de cette causerie, telle que je la donnai le 8 octobre 1911 à la salle des annexes de l'Hôtel-de-Ville de Tours :

Winstanley le piocheur et son système social

Le socialisme et le communisme ne sont pas des doctrines aussi nouvelles qu'on pourrait le croire. Sans parler des théories plus ou moins communistes de l'Église chrétienne primitive et de l'Église du Moyen-Âge, théories qui avaient surtout pour but d'accorder l'idéal chrétien avec les mœurs de la société contemporaine, qui condamnaient, par exemple, les prêts à intérêt, et permettaient cependant de les pratiquer moyennant certains artifices, les premières doctrines communistes apparaissent, presque en même temps que l'imprimerie, vers le seizième siècle.

Le premier essai sur le Socialisme communiste est Utopia de l'auteur anglais Thomas More ou Morus, qui parut en 1516. La première partie de ce livre est une critique de la société anglaise de cette époque, la seconde un plan complet de réorganisation sociale. Dans le pays d'« Utopia », il n'y a pas de castes ; tous les citoyens sont égaux politiquement et économiquement. La tolérance la plus absolue y existe en matière de religion. On y pratique la division du travail. Les produits de ce travail sont emmagasinés et distribués par les magistrats, suivant les besoins rationnels de chacun. Le travail quotidien est de six heures, à raison de deux séances par jour de trois heures chacune, séparées par un repos de deux heures. Huit heures par jour étant consacrées au sommeil, il reste huit heures de loisir. Pour les occuper, des salles d'études, des salons de musique, des jeux, etc., sont ouverts au public. Il n'y a ni commerce, ni monnaie. Si un produit

manque dans une localité, il est compensé par l'excès qui se manifeste dans d'autres. L'échange n'est conservé que pour les rapports obligés avec les sociétés individualistes environnantes. Thomas Morus estime que c'est la monnaie qui est la cause de toutes les iniquités et de toutes les misères sociales.

La Réforme n'est pas un mouvement socialiste ; mais, en attirant l'attention sur les principes du christianisme primitif, et en sapant, en démolissant les hiérarchies ecclésiastiques, en proclamant enfin l'égalité morale et spirituelle des hommes, elle suscite des idées d'égalité économique. La célèbre secte des Anabaptistes, ainsi nommés par ce qu'ils rejetaient le baptême des enfants comme inefficace et soumettaient à un second baptême ceux qui embrassaient leurs doctrines, accusait de fortes tendances communistes. Ils estimaient que le communisme pur est seul conforme à l'idéal chrétien. Ceux de Zurich affichèrent même une profession de foi nettement communiste et même libertaire ; ils préconisaient la communauté absolue des biens ; ils ne reconnaissaient plus aucun magistrat, et refusaient le service militaire. Ils condamnaient l'échange, le prix, la monnaie. Leur propagande fut arrêtée en 1529 par une cruelle répression. Beaucoup s'enfuirent et allèrent fonder, aux Pays-Bas et en Moravie, des colonies communistes. Dans ce dernier pays, ils prirent à bail des terres de la noblesse. Leurs colonies furent d'abord prospères, leur nombre s'éleva à sept mille ; mais soit que, par suite du peu de valeur de leur technique agricole, soit à cause du loyer sans doute élevé qu'ils payaient, soit par suite de ces deux circonstances réunies, les produits à partager se trouvassent insuffisants, le principe de la propriété individuelle l'emporta bientôt. Les colonies se désagrégèrent et les colons furent réduits à la plus profonde misère.

Chez les anabaptistes réfugiés aux Pays-Bas et dans le nord- ouest de l'Allemagne, le communisme s'affirma avec plus

d’audace et de violence. Ceux-là étaient des révoltés qui, sous la conduite de Melchior Hoffmann, et après l’emprisonnement de celui-ci, de Jean Mathias et de Jean de Leyde, ne se contentaient pas de vivre en communistes, mais déclaraient une guerre sans merci à la société environnante. Leur centre de ralliement était la ville de Munster. Luther s’éleva contre eux, suivi par la noblesse allemande, Munster fut pris, Jean de Leyde supplicié ainsi que ses principaux partisans, ce qui étouffa la révolution communiste ; cependant des communautés anabaptistes se conservèrent en Hollande, en Allemagne, en Suisse, et, par immigration, aux États-Unis ; quelques-unes allèrent s’établir en Angleterre, où elles firent d’assez nombreux adeptes.

Vers 1550, Rabelais, le joyeux curé de Meudon, décrivait dans un de ses livres, l’abbaye de Thélème, d’organisation tout à fait libertaire et dont la seule loi était : Fais ce que veux… Dans cette abbaye (imaginaire), l’échange n’était pas aboli, mais il était transformé en une réciprocité de services, en prêts mutuels sans intérêt. Il n’y avait ni monnaie, ni actes de commerce proprement dits.

En 1620, François Bacon, qui fut ministre d’Angleterre, publiait atlantis novo (la Nouvelle-Atlantide). Ce pays supposé avait pour capitale Bensalem, et dans cette ville se trouvait un institut central de tous les arts et de toutes les sciences. La nation était divisée en familles ; chaque famille avait un chef, et un domaine suffisant attribué par l’État. Il n’est question, dans ce livre, ni d’échange, ni de monnaie [[On peut n’accepter que sous bénéfice d’inventaire l’opinion de Lamartine que « les utopies ne sont que des vérités prématurées » ou celle d’A. France que « l’utopie de la veille n’est le plus souvent que la réalité du lendemain », il reste repandant que les utopies constituent une documentation de premier ordre concernant les revendications ou aspirations sociales, politiques ou morales d’un âge déterminé. Les Utopies sont légion. De « la Cité du Soleil » du moine

Campanella (xvisup>e siècle) à l'Histoire des Sévarambes de Vairassc (1677), et à « L'Humanisphère » de Joseph Dejacques (milieu du xix[e] siècle) des titres d'ouvrages se pressent sous ma plume ; « Terre Libre » de Hertzka, « Les lettres de Malaisie » de Paul Adam, « Au Pays de l'Harmonie » de Georges Delbruck, « Les Pacifiques » de Han Ryner, « Utopies des îles bienheureuses » de Masson, « M. Barnstaple chez les Hommes-Dieux » de Wells, « Une vie nouvelle » de Madeleine Pelletier, etc. il semble que de nos jours les ouvrages de science-fiction aient détrôné les romans utopiques.]].

La Révolution anglaise de 1648 eut un caractère autant religieux que politique. Henri viii s'était contenté de rejeter l'autorité du pape et n'avait pas modifié par ailleurs le dogme catholique. Après sa mort, Edouard vi fit du calvinisme la religion officielle, qui redevint catholique sous Marie Tudor. L'Église anglicane ne fut organisée que sous Elisabeth. Elle resta monarchique et aristocratique, à l'image de l'État. L'autorité du pape fut définitivement rejetée, ainsi que la vie monastique et le célibat des prêtres, mais la hiérarchie fut maintenue ; il y eut des archevêques et des évêques, et le souverain devint chef de l'Église. Cette organisation était agréable au gouvernement, dont elle renforçait l'autorité, et à l'aristocratie, devenue propriétaire des biens des anciens monastères. Mais elle paraissait insuffisante à la bourgeoisie et au peuple, qui puisaient dans la lecture assidue de la Bible des maximes démocratiques.

À côté des « épiscopaux » ou conformistes, partisans de l'Église établie, il y eut bientôt des « presbytériens » qui demandaient la suppression des évêques et des « indépendants » qui voulaient supprimer les ministres eux-mêmes. Dans un tel milieu, la propagande des anabaptistes réfugiés ne devait pas rester lettre morte.

Sous le règne de Charles i[er], les sectes non-conformistes

furent persécutées, et beaucoup d'indépendants allèrent s'établir en Amérique. À un moment, l'émigration parut alarmante. Charles i^{er} l'interdit. Bientôt il voulut imposer aux Écossais presbytériens la religion anglicane. Ce fut le signal de la révolution.

On sait le reste. Charles i^{er}, obligé, pour avoir de l'argent de convoquer un Parlement, y trouva de nombreux ennemis. Les presbytériens et les indépendants y étaient majorité. Bientôt une guerre civile éclata. Olivier Cromwell, gentilhomme obscur qui était membre du Parlement, put lever quelques régiments de fanatiques, les « Côtes de fer », et devint bientôt le chef incontesté de la Révolution. Après l'exécution de Charles i^{er} il se trouva aux prises avec la secte indépendante des « Levellers » ou niveleurs, qui, sous la direction de John Lilburne, préconisaient une République égalitaire. C'est à cette secte, qui comptait dans l'armée anglaise de nombreux adeptes, qu'appartenait Winstanley le Piocheur.

C'est le 17 avril 1649 que le général Fairfax, selon le récit de Bulstrode Whitelock, envoya deux détachements de cavalerie pour avoir raison de certains « niveleurs » établis à Saint-Margaret's Hill près de Cobbam et à Saint-Georges' Hill dans le comté de Surrey, où ils piochaient le sol et l'ensemençaient, sans se préoccuper des propriétaires et du loyer. Un certain Evarard et Winstanley se rendirent auprès de Fairfax et lui remirent une « déclaration générale », bientôt suivie d'une « déclaration » plus générale encore, où Winstanley prouvait « comme une équité indéniable que le commun peuple doit piocher, cultiver, ensemencer le sol et vivre sur les biens communs sans les louer ou payer de loyer à qui que ce soit. »

Dans cette déclaration plus générale, Winstanley demande si toutes les lois qui ne sont pas établies sur l'équité et la raison, et qui ne donnent pas une liberté égale à tous, et

celles qui consacrent les privilèges des seigneurs et des propriétaires fonciers ne sont pas disparues en même temps que tombait la tête du roi ? Suivent quelques apostrophes assez véhémentes lancées au clergé du temps, qui « contrairement à la parole divine, soutient l'iniquité ».

Comme on peut bien le penser, ces lettres eurent peu d'effet sur Fairfax et Cromwell. Quoi donc ! disait ce dernier, mais le but des principes des niveleurs c'est de rendre le « tenant » l'égal de son « landlord » (propriétaires) ! « Par naissance je suis un gentleman. Il faut tailler ces gens-là en pièces, sinon ce sont eux qui le feront de nous. »

Winstanley écrivit une nouvelle épître à Cromwell, où les grands problèmes sociaux sont discutés et résolus à sa façon. En passant Winstanley montre les causes de l'insuccès des révolutions. « Le peuple ne sait pas pourquoi il combat, dit-il. » Puis il explique que la possession de la terre est le résultat de la « loi de la massue ». En dépit de son inexorable logique, Winstanley n'est pourtant ni marxiste, ni socialiste d'état, car il n'entend pas que le communisme soit imposé : « que ceux qui n'en veulent pas continuent à acheter et à vendre ; l'exemple les convaincra. » Il ne se montre pas toujours aussi intolérant, hélas !

Ces déclarations et la publication d'une brochure intitulée « Les vrais niveleurs », dans laquelle il distinguait les « vrais » niveleurs ou communistes des niveleurs politiques, lui valurent d'être jeté en prison à Kingston en 1649. Il fut condamné avec deux autres à 10 livres sterling environ d'amendes et de frais. On ne possède guère d'autres détails sur Winstanley, qu'on présume avoir été bourgeois de Londres. En 1652 on le retrouve partant de Harrow-on-the-Hill en tournée de propagande : il est arrêté à Nottingham, puis on n'en retrouve plus de traces.

Il a publié de nombreuses brochures, où il se montre un

économiste de grande valeur, qui, selon Morrison Davidson, (dans « Annals of Toul ») vaut tous les utopistes, de Platon à Bellamy, en passant par Adam Smith et Karl Marx.

Voici quelques-unes de ses principales idées :

« La loi a deux racines (buts) : 1° la conservation commune ; 2° la conservation individuelle ». Une communauté libre doit comprendre :

« Dans la famille : le père.

« Dans la ville, bourg ou paroisse : 1° le pacificateur ; 2° quatre sortes de surveillants : pour le maintien de la paix, pour l'apprentissage des métiers, pour la répartition des produits du travail et leur entassement dans des magasins généraux, pour la surveillance générale (tous les citoyens ayant dépassé soixante ans) ; 3° les soldats ; 4° les maîtres des travaux ; 5° l'exécuteur.

« Dans le territoire : 1° le clergé ; 2° le parlement ; 3° l'armée. »

Quant aux lois de la communauté : 1° La simple lettre de la loi suffit ; 2° Quiconque ajoute ou retranche à la loi perd son office ; 3° Quiconque rend la loi pour de l'argent ou une récompense est puni de mort.

Sont également punis de mort, les assassins, les acheteurs et les vendeurs, les magistrats prévaricateurs.

Quoique le sol et les entrepôts soient communs, chaque famille vivra cependant à part : la maison, l'ameublement, les vêtements, sont la propriété de la famille. Chaque demeure doit contenir les instruments et outils qu'il faut pour cultiver la terre.

(La communauté n’est pas libertaire et n’ignore pas les punitions.)

Si quelqu’un refuse d’assister les surveillants dans leur travail, la raison doit lui en être demandée. Si c’est à cause de maladie ou d’indisposition il sera dispensé du service ; si c’est par simple paresse, il sera puni selon les lois destinées à réprimer la paresse.

(On voit que Winstanley n’a pas comme certains théoriciens actuels, confiance dans le besoin d’activité de l’individu. Cela s’explique d’ailleurs, étant donné le travail long, pénible et rebutant qu’au dix-septième siècle exigeait la production.)

Si quelqu’un refuse d’apprendre un métier, ou de travailler en temps de semailles ou de moisson, ou de remplir sa tâche d’administrateur aux magasins, tout en continuant à se nourrir et à se vêtir aux frais des autres, les surveillants le réprimanderont, d’abord en privé. S’il continue à paresser, la réprimande sera publique et si, dans le mois qui suit, il ne s’est pas amendé, il sera remis au maître des travaux, qui le mettra au travail obligé pour douze mois, ou jusqu’à ce qu’il fasse sa soumission.

À partir de quarante ans, personne n’est obligé de travailler. C’est dans les hommes et les femmes de plus de quarante ans que sont choisis les surveillants et autres délégués à la bonne exécution des lois.

L’instruction est gratuite et obligatoire. L’assistance médicale est gratuite, naturellement.

Mais les plus caractéristiques des ordonnances de la communauté sont les lois contre l’achat et la vente, crime de lèse-humanité par excellence aux yeux de Winstanley.

Si n’importe qui achète ou vend la terre ou ses produits, il sera mis à mort comme traître à la communauté. Celui ou

celle qui appelle sienne la terre sera exposé en public et livré pour douze mois au maître des travaux. Quiconque cherchera, par querelle, ou persuasion secrète, ou révolte armée, à rétablir le régime de la propriété sera mis à mort. Personne ne louera ses propres services à autrui, ou ne louera les services d'autrui, sous peine de perdre sa liberté et d'être livré pour douze mois au maître des travaux… L'or et l'argent ne pourront servir qu'à faire des plats et objets d'ornement pour l'intérieur des maisons, comme on emploie actuellement l'étain, le fer, la fonte, etc.

Lorsque l'humanité a commencé à acheter ou à vendre, c'est alors qu'elle a perdu son innocence ; c'est alors qu'en effet les hommes ont commencé à s'opprimer l'un l'autre, à se dépouiller mutuellement des droits égaux qu'ils tenaient de la création. Qu'une terre appartienne à trois personnes, et que deux d'entre elles en trafiquent sans le consentement de la troisième, voici son droit enfreint et sa postérité engagée dans une guerre.

Ce fut, pense Winstanley contre le consentement d'un grand nombre que dès l'abord la terre fut achetée et vendue. De cet achat et de cette vente résultèrent et résultent encore des mécontentements et des querelles, fléaux dont l'humanité a déjà assez souffert. Les nations de la terre n'apprendront pas à transformer leurs épées en charrues et leurs lances en hoyaux, ne cesseront pas de guerroyer, avant que ce misérable procédé d'achat et de vente n'ait été jeté au rebut parmi les autres débris de la puissance royale.

Dans la communauté, nul homme ne pourra devenir plus riche qu'un autre ; cela n'est pas désirable, car les richesses rendent les hommes vaniteux, orgueilleux, et les conduisent à opprimer leurs semblables, elles sont des occasions de querelles. Cela non plus n'est pas juste, car nul ne peut arriver à la fortune sans l'aide de ses voisins, et s'il y arrive, sa fortune appartient tout autant à ses voisins qu'à lui, puisqu'elle est le fruit de leur travail. Tous les hommes

riches vivent à l'aise : ils se nourrissent et se vêtent par le labeur des autres, non par le leur, et cela fait « leur honte et non pas leur noblesse ». Les riches reçoivent tout ce qu'ils possèdent de la main des travailleurs ; quand ils donnent, ce n'est pas leur travail, ce n'est pas leur propriété, c'est celle des autres ; leurs actions ne sont donc point des actions équitables.

Mais comment, l'achat et la vente étant supprimés, la vie économique fonctionnera-t-elle ? Winstanley règle le mécanisme de la production et de la consommation par sa fameuse loi des entrepôts : Il existera des entrepôts, à la campagne comme à la ville, où les fruits de la terre et les produits de l'industrie seront apportés et délivrés à chaque famille selon ses besoins ou transportés par bateau dans les pays étrangers en échange des choses que notre sol ne peut produire. Comme chacun travaillera de façon à accroître le « stock » commun, chacun aura le libre usage de tous les objets déposés dans les entrepôts pour son plaisir ou son confort, sans avoir besoin d'acheter ou de vendre, sans aucune limite non plus.

Les entrepôts généraux recevront le blé et les primeurs. Les entrepôts particuliers ou magasins recevront les produits de l'industrie ; ainsi les outils en fer se trouveront entreposés dans un magasin spécial, les chapeaux dans un autre et ainsi de suite. Ces entrepôts et magasins seront tenus en ordre par des administrateurs « qui recevront et délivreront librement en les prélevant sur le stock en magasin tout ce que leur demanderont les personnes ou les familles. » (Somme toute le régime de « la mise et prise au tas ».)

Selon l'esprit du temps, tous les écrits de Winstanley revêtent une phraséologie religieuse, très proche parente de celle de Tolstoï. À ce point de vue spécial il est universaliste et il fut le premier en Angleterre qui proclama le salut pour « l'humanité tout entière », tandis que le dogmatisme théologique d'alors le réservait aux « prédestinés ». Il ne tarit pas d'invectives contre le clergé

et montre que la théologie (doctrine de la divinité) n'est nullement en concordance avec les enseignements du Christ « dont les paroles étaient la science pure ».

Pour lui, la théologie est une tromperie qui, en tournant les regards des hommes vers le ciel, leur fait oublier les droits qu'ils tiennent de naissance.

Il convient d'ajouter que Winstanley ne croyait pas en l'efficacité des « projets de loi » hors leur ratification formelle par le peuple, cela bien avant qu'on connût le mot « Referendum ». Tout élu lui inspirait de justes soupçons et dans sa pensée l'activité de l'élu devait se confiner à des fonctions purement administratives.

« D'ailleurs, comme le remarque Hancock, sa théorie de la réforme sociale reposait sur une base essentiellement moderne, opposée aux conceptions puritaines d'alors. Comme aux Pères d'Alexandrie, Dieu lui apparaissait comme la Raison éternelle, l'homme et la création tout entière étant les produits de cette Raison parfaite. La vie individuelle et la vie sociale, la conscience et l'Etat ayant déchu de la place que leur avait assignée la Raison, il n'était pas de réformation sociale et personnelle possible sans un retour à cette base. »

Occupés à se « voter » les uns les autres ce qui restait des terres confisquées à la couronne, aux églises et aux « rebelles », les fameux colonels « Côtes-de-fer » ne prêtèrent pas plus l'oreille aux doléances du petit groupe de « Niveleurs », influencés par les idées de Winstanley, qu'aux projets de réforme sociale de ce dernier. Tandis que Carlyle, Fédéric Harrison, John Morley, Roseberry, le président Roosevelt, s'inclinent devant l'imposteur que fut Olivier Cromwell et cherchent à qui mieux mieux à présenter leur idole comme un Républicain du type le plus pur, vantant son génie et sa probité, presque personne ne parle de Winstanley, le précurseur inconnu et méconnu, mais dont le travail ne fut pas accompli en vain, puisque, à en croire Courber, le doyen de

Durham, qui écrivait en 1678, c'est à sa petite bande de partisans qu'on doit reporter l'origine des Quakers, ce qui n'est pas définitivement établi.

Cependant, bien qu'après le retour des Stuarts, les Quakers s'abstinrent de se mêler à la politique, il semble, selon Hancock, qu'au début de leur mouvement, ils aient répandu des brochures au ton nettement socialiste et il existe des preuves qu'alors ils aient stigmatisé la propriété privée. En 1657, selon un auteur du nom de Pringsheim, les Quakers se firent houspiller à Rotterdam et en Zélande en prêchant que toutes choses doivent être tenues en commun. Un journal conservateur de l'époque, le « Hollandse Mercurius » prétend que s'ils professaient de telles doctrines, c'est parce qu'il s'agissait, pour la plupart, de voleurs et de va-nu-pieds. Voilà une façon de voir qui étonnerait fort les Quakers contemporains.

[|* * * *|]

Le moins qu'on puisse dire, en résumé, est qu'un individualiste à notre façon ne se sentirait certes pas à son aise dans une société du type Winstanley.

[/25 novembre 1956./]